

Le Hezbollah face aux clans et aux grandes familles de la Bekaa-Nord : les élections municipales de 2004 dans la ville de Baalbek

Aurélie DAHER

Dans les environs de Baalbek, au nord-est de la plaine de la Bekaa, naît à l'été 1982 une organisation militaire qui se donne pour mission de lutter contre l'occupation d'une grande partie du pays par l'armée israélienne : *al-Muqâwama al-islâmiyya fî Lubnân*, la Résistance islamique au Liban (RIL). Quelques mois plus tard, celle-ci se dote d'un appendice civil dédié à la défense de ses intérêts au sein de la société libanaise : le Hezbollah.

Le choix de cette première domiciliation de la RIL et du Hezbollah dans la Bekaa-Nord s'explique tout d'abord par le fait que leurs principaux fondateurs, le cheikh Subhî al-Tufaylî et Sayyid 'Abbâs al-Mûsawî, en sont tous deux originaires. En outre, le nord de la Bekaa, situé à une distance raisonnable des champs de bataille, détaché du pouvoir de l'État libanais et sous l'autorité officieuse mais bien réelle de l'armée syrienne, garantit à l'époque une liberté d'action et une couverture idéales pour les Gardiens de la Révolution iraniens (*Pasdaran*) chargés d'aider à la création de la Résistance et d'en assurer la formation.

Depuis, la Bekaa-Nord est considérée comme un des territoires du Hezbollah et, malgré une installation de ses instances centrales à Beyrouth dans le courant de la seconde moitié des années 1980, le parti a toujours

eu à cœur de conserver la main haute sur les allégeances politiques de la région.

Or, si les conditions politiques régionales et libanaises du début des années 1980 sont favorables à l'implantation d'une nouvelle organisation militaire dans le nord-est du pays, la structuration sociale de Baalbek el-Hermel constitue *a contrario* une donnée contraignante face aux ambitions politiques du Hezbollah. Elle se démarque en effet de celle du reste de la société libanaise par son articulation autour d'un nombre important de clans ('*achâ'ir*) et de grandes familles ('*â'ilât*), depuis toujours inscrits dans des rivalités tenaces pour le contrôle des ressources économiques et politiques locales. Elle a pour conséquence de générer des comportements politiques particuliers, dont le mécanisme est efficacement résumé par Hasan 'Abbâs Nasrallâh, historien de la région :

« La société de Baalbek est dominée par le clanisme ('*achâ'iriyya*) ; celui-ci fait primer les liens du sang sur les relations partisanses et s'appuie sur une hiérarchie de classes rigoureuse. Un fils de clan répugne à recevoir des directives et des ordres d'un responsable de parti appartenant à une famille qui serait modeste, qui serait un des satellites de ce clan, à son service et soumise à lui au quotidien. [...] Ainsi, lorsque des désaccords apparaissent entre les clans et les partis, les fils d'un même clan se tiennent aux côtés de celui-ci contre le parti auquel ils appartiennent¹. »

En d'autres termes, la pratique politique, plus particulièrement en temps de crise, accorde la primauté aux liens de parenté sur l'allégeance idéologique.

Le jeu politique se retrouve complexifié par le fait que le pouvoir et les ressources au sein de ces clans et grandes familles sont répartis entre leurs branches et subdivisions, appelées *jubb* et en compétition permanente. La règle principale régissant la logique des alliances entre *jubb* d'un même clan ou d'une même famille, et celle des rapprochements inter-claniques ou inter-familiaux se résume à la fameuse équation : « Mon frère et moi contre mon cousin ; mon cousin et moi contre l'étranger². » À en croire cet adage, les partages de pouvoir, les ententes et les solidarités seraient donc essentiellement déterminés par le niveau des relations parentales qui existent entre les divers acteurs et compétiteurs³.

1. Nasrallâh, 1994, p. 44.

2. Tâhâ, 2006, p. 14.

3. Dans les faits, les choses sont plus compliquées, comme nous allons le montrer dans cet article.

Ces considérations posent la question des ressorts du succès du Hezbollah, parti idéologique ambitionnant un ralliement à sa cause qui transcenderait les référents claniques, familiaux et locaux, dans une région où les appartenances relèguent les allégeances partisans au second plan. Comment le parti réussit-il en effet à gérer la concurrence que lui font les chefs de clans et de grandes familles ? La question se pose en particulier dans le cadre des élections municipales, moment par excellence où les diverses forces politiques de la région entrent en compétition pour la mainmise sur les ressources politiques et économiques locales.

Dans le cadre de cet article, nous avons choisi de prendre pour cas d'étude les élections municipales de 2004 dans une ville emblématique de la région, Baalbek. La circonscription de Baalbek el-Hermel compte officiellement 76 communes inscrites au ministère de l'Intérieur⁴. Entre toutes, Baalbek reste la « ville-berceau » du Hezbollah ; l'ancien secrétaire général du parti, Subhî al-Tufaylî, l'aurait même anoblie au début des années 1980 du titre de « capitale de l'État du Hezbollah ». Au fil des ans, l'adhésion de la majorité de la population à la cause de la lutte contre l'occupation israélienne s'est régulièrement renforcée, la ville ayant toujours figuré parmi les premières dont les combattants de la RIL sont originaires.

Pourtant, la défaite cuisante et tout à fait inattendue qu'y a essuyée le Hezbollah aux municipales de 1998 a prouvé que le soutien dont bénéficie la Résistance ne peut, seul, avoir raison des allégeances claniques et familiales. Aux élections de 2004, le parti a donc développé à Baalbek un effort plus soutenu que dans toute autre commune et y a complètement repensé sa stratégie électorale. S'il s'est borné, dans les municipalités déjà acquises en 1998, à tenter de renouveler le mandat de ses listes, son défi a consisté, à Baalbek, à « reprendre » une ville qui lui avait échappé six ans auparavant et qu'il a toujours considérée comme « naturellement » sienne. Plutôt qu'à l'étude d'une simple routinisation du charisme, c'est à cette « stratégie de récupération » que nous allons nous intéresser ici.

À l'exception de quelques rares communes essentiellement sunnites ('Ersâl, al-Fâkhé, Ma'rabûn, Tfayl⁵) ou chrétiennes (Ras Baalbek, al-Qâ', Qiddâm, Majdalûn, Hawch Baradâ et les villages regroupés autour de Deir al-Ahmar⁶), la composition de l'écrasante majorité des municipalités de la région de Baalbek el-Hermel est fortement dominée par la communauté chiite. Celle-ci constitue dans la plupart des cas plus de 95 % de

4. Fighâlî, 2002, vol. VIII, p. 60-61.

5. *Ibid.*, vol. VIII et IX.

6. *Ibid.*

l'électorat⁷, Chmestar et el-Hermel arrivant en tête des places fortes chiites de la région, avec un nombre total d'électeurs estimé en 1998 à 16 500⁸ et 12 400⁹ personnes respectivement (électorat chiite à 97,3 %¹⁰ et 99,2 %¹¹ respectivement). Si la ville de Baalbek et quelques rares villages présentent une répartition confessionnelle moins nettement favorable à l'une ou l'autre des communautés¹², c'est à Baalbek précisément que la diversification communautaire prend une importance primordiale dans les calculs stratégiques électoraux.

Avec un total de plus de 25 000 électeurs¹³, la ville incarne le premier champ de bataille électoral de la Bekaa-Nord. En outre, aux côtés d'une communauté chiite majoritaire (15 400 électeurs¹⁴) s'imposent deux composantes sunnite et chrétienne non négligeables, puisqu'elles regroupent jusqu'à 40 % de l'électorat. Ordinairement moins disposée que la communauté chiite à se ranger derrière les options sociopolitiques du Hezbollah, cette présence sunnite et chrétienne conséquente, croisée au carcan d'une structuration clanique et familiale de la société, constitue un obstacle sérieux à la mainmise du parti sur la représentativité officielle de la circonscription.

Contexte et enjeux : le précédent des élections municipales de 1998

Durant de longues années, la guerre civile (qui éclate officiellement en 1975 et qui ne prend fin qu'en 1990) empêche tout renouvellement de la vie politique libanaise. Les élections législatives sont ainsi suspendues de 1972 à 1992, et les élections municipales de 1963 à 1998.

7. Fighâli, 2002, vol. VIII et IX.

8. *L'Orient-Le Jour*, 15 juin 1998.

9. *Ibid.*

10. Fighâli, 2002, vol. IX, p. 19.

11. *Ibid.*, vol. VIII, p. 69.

12. On peut citer l'exemple des villages d'al-'Ayn (électorat à 58 % chiite et 37 % sunnite), Hadath (63 % chiite, 35 % chrétien), Chwâghîr (70 % chiite, 20 % sunnite, 8 % maronite), Wadî al-Ratl (65 % chiite, 34 % maronite), ou encore Hawch al-sayyid 'Alî (50 % chiite, 38 % sunnite, 11 % maronite). Toutefois, ces villages constituent un enjeu électoral plus limité, comptant un total de 4 800, 2 100, 1 600, 700 et 200 électeurs respectivement (Fighâli, 2002, vol. IX, p. 49 et vol. VIII, p. 188, 100, 115 et 90).

13. 23 500 électeurs inscrits en 1998 et 25 500 inscrits en 2004 (*L'Orient-Le Jour*, 16 juin 1998 et 10 mai 2004).

14. *L'Orient-Le Jour*, 10 mai 2004.

Lorsque les premières municipales d'après-guerre sont enfin organisées, le Hezbollah a déjà participé aux législatives de 1992 et de 1996, dans un souci de mieux préserver les intérêts de la RIL en faisant siéger ses défenseurs au Parlement. L'enjeu des élections municipales, quoique différent, ne paraît pas moins important aux yeux de sa direction. Dans les villes et villages où il est présent, le conseil municipal reste une plateforme d'action sociale et politique non négligeable qui lui permet d'élargir le champ de sa mobilisation.

Le contexte national et local propre à cette époque explique lui aussi la motivation – et les appréhensions – du parti face à la tenue de ces élections. Organisées pour la première fois depuis 35 ans, elles sont l'occasion pour le Hezbollah de se mesurer à son rival Amal et d'estimer le rapport de force qui prévaut sur le terrain entre les deux formations¹⁵. À Baalbek plus particulièrement, ces élections doivent également permettre d'évaluer les répercussions de l'expulsion au mois de janvier de Subhî al-Tufaylî, ancien secrétaire général du Hezbollah et originaire de la région, le parti vivant depuis sous la menace d'une scission interne entre les membres originaires du Sud et ceux originaires du Nord.

Fort des succès engrangés par la RIL lors des offensives israéliennes de 1993 et de 1996, qui ont généré un mouvement national important de sympathie et de soutien en sa faveur, le Hezbollah refuse de partager les dividendes politiques de son action contre l'occupant et rejette la proposition d'Amal de former des listes communes. Au printemps 1998, deux semaines à peine avant la première session des élections prévue pour la fin du mois de mai, les altercations entre le parti et son concurrent chiïte se multiplient dangereusement, notamment à l'occasion de la célébration de Achoura¹⁶. Le premier accuse le second de tenter ainsi de provoquer une intervention syrienne qui imposerait des listes de coalition¹⁷. Ghazi Kanaan, le chef des services de renseignement syriens au Liban, rencontre effectivement la direction du Hezbollah à plusieurs reprises et lui « conseille » d'opter pour des listes conjointes avec Amal¹⁸. Mais le parti tient bon et présente ses propres listes aux élections.

À Baalbek, la bataille s'engage pour un enjeu de 23 500 électeurs¹⁹ entre une liste proposée par le Hezbollah et une liste de coalition où s'allient le Parti syrien national social (PSNS) et le Baas pro-syrien. Amal,

15. *L'Orient-Le Jour*, 14 mai 1998.

16. *Ibid.*

17. *Ibid.*

18. *Ibid.*

19. *L'Orient-Le Jour*, 16 juin 1998.

ayant annoncé qu'il ne présenterait « ni liste ni candidat dans la Bekaa²⁰ », appelle sa base à voter pour la seconde liste, de même que le font Subhî al-Tufaylî et un nombre important de chefs de clans et de grandes familles²¹.

Seul contre toutes les forces politiques influentes de Baalbek, le Hezbollah essuie une défaite aussi sévère qu'inattendue. Des 21 sièges en lice, la liste de coalition en remporte 16 et le Hezbollah 5²². Celui-ci tente de dédramatiser les résultats en soulignant qu'au niveau de la région tout entière, il a remporté des sièges dans 20 des 25 communes où il s'est présenté seul face à des listes de coalition. De même, il met en avant ses succès dans les deux autres principales municipalités chiites, el-Hermel et Chmestar, où il vient de remporter l'intégralité des sièges. La leçon n'en demeure pas moins rude. Les communautés sunnite et chrétienne ont voté massivement, et pour la liste adverse, quand les chiites ne se seraient mobilisés qu'à hauteur de 55 %. Plus inquiétant, les candidats chiites de la liste hezbollahie ont été boudés par l'électorat de la communauté : sur les cinq membres élus de la liste du Hezbollah, trois sont sunnites et seulement deux chiites. Le résultat sur la composition du conseil municipal en reste déconcertant pour une ville majoritairement chiite : alors qu'il était prévu que le conseil compte dix chiites, huit sunnites et trois chrétiens, il regroupe dix sunnites, neuf chiites et deux chrétiens.

Analyse d'un échec : le poids des clans et des grandes familles dans les résultats électoraux

La ville de Baalbek est généralement considérée au Liban comme « naturellement chiite »²³. Pourtant, si la composition confessionnelle de l'électorat de la ville confirme la suprématie numérique des habitants chiites, il n'en a pas toujours été ainsi. La « vieille ville », aujourd'hui située en plein cœur de la commune, a toujours été et reste sunnite, dominée par deux grandes familles considérées comme les piliers de la

20. *L'Orient-Le Jour*, 11 juin 1998.

21. *L'Orient-Le Jour*, 15 juin 1998.

22. Les chiffres mentionnés dans cette présentation des résultats des élections de 1998 sont tirés de *L'Orient-Le Jour* du 16 juin 1998.

23. En 2000, l'électorat de l'ensemble du *caza* de Baalbek, regroupant la ville et les 45 communes qui lui sont administrativement rattachées, est à 64,9 % chiite, 15,2 % sunnite et 19 % chrétien (Fighâlî, 2002, vol. VIII, p. 124).

communauté : les Sulh et leurs éternels « rivaux », les Rifâ'î. Autour de ces deux grands rassemblements familiaux gravitent plusieurs familles plus modestes : les Bayyân, Khirfân, 'Asîdî, Chiyyâh, Dhukra, Bessû, Chall, Hlayhil, Sâlih, Ramadân.

Durant les dernières décennies, la ville s'est significativement étendue à travers l'accroissement des familles chiïtes installées dans ses périphéries : une partie des Yâghî et des Tâhâ ainsi que les familles Zayn et 'Ûtah dans la partie ouest du quartier al-Rîch ; une partie des 'Uthmân et les Murtadâ dans sa partie est ; les Ra'd, Jammâl, Ballûq, Laqqîs, Hasan, Nasrallâh et Kayyâl dans le quartier de Nabî In'âm ; une partie des 'Awâda, les Habîb et une partie des 'Uthmân dans le quartier d'al-Chmîs ; les Haydar, Chall, Chabchûl et 'Awâda à Hayy al-Nahr ; les Yâghî, Ballûq, Muhâjir et une partie des Tâhâ dans le quartier de Cheikh Habîb ; une partie des 'Uthmân, les Nûn et les Farhât dans le quartier d'al-'Asayra ; une partie des Tâhâ dans le quartier d'al-'Abbâsiyyé²⁴.

Les alliances entre clans et/ou familles n'excluent pas les rapprochements inter-confessionnels : la famille Rifâ'î, sunnite, est considérée comme très proche d'un des *jubb* de la famille Yâghî, chiïte ; de même, la famille Chiyyâh est réputée, bien que sunnite, pour « régulièrement s'allier aux chiïtes face à ses rivaux sunnites »²⁵.

Ces soutiens réciproques répondent aussi à des considérations plus proches de la hiérarchisation sociale – même si elle reste implicite : certaines familles de Baalbek ont en effet réussi, pour des raisons sociohistoriques, à occuper une position première dans la ville, que certains qualifient d'« aristocrate » (cas des Haydar)²⁶ ou de « néo-féodale » (cas des Yâghî)²⁷, ce qui explique en partie certains rapprochements entre familles ou entre *jubb*.

L'arrivée de l'acteur hezbollahi dans le jeu des compétitions locales au cours des années 1980 a complexifié les logiques de ces alliances. En 1978 déjà, un ensemble de jeunes clercs regroupés autour de 'Abbâs al-Mûsawî, de retour d'Irak, s'installent à Baalbek pour y initialiser une mobilisation politico-religieuse. Quatre ans plus tard, ils constituent, avec d'autres oulémas locaux, dont le cheikh Subhî al-Tufaylî, le fer de lance

24. Tâhâ, 2006, p. 30.

25. Entretien avec A.Y., notable de Baalbek appartenant à une grande famille chiïte et engagé dans les élections de 1998 et 2004, Baalbek, 27 janvier 2007.

26. Entretien avec N.T., acteur politique sunnite de la ville et engagé dans les élections de 2004, Baalbek, 25 janvier 2007.

27. Entretien avec A.Y., Baalbek, 27 janvier 2007.

des efforts de mobilisation militaire de la RIL²⁸. Or, ces oulémas appartiennent dans leur extrême majorité à des clans ou à des grandes familles de la région. Ils incarnent autant de premiers points d'ancrage de l'organisation au sein de leur clan ou famille, réussissant parfois à drainer un *jubb* entier dans le sillage du Hezbollah. À l'opposé, et en réaction à cette « infiltration » du groupe par un acteur extérieur concurrençant le pouvoir des leaders familiaux traditionnels, certains *jubb* prennent majoritairement position contre le parti²⁹.

La compréhension des comportements électoraux claniques et familiaux nécessite donc une étude très proche du terrain. Les chefs de clans ou de grandes familles conservent le pouvoir d'orienter le résultat des scrutins en décidant des directives de vote que leurs parents suivront, *a priori*, fidèlement. Les résultats de ces prises de position grégaires dépendent de calculs correctement anticipés par les forces en compétition. Il leur faut réussir à identifier les alliances que pourrait privilégier le concurrent, évaluer le poids (en nombre de voix) que peut représenter chacune de celles-ci, et les contrebalancer par des coalitions plus conséquentes.

Cette réalité sociopolitique explique la défaite du Hezbollah aux élections municipales de 1998. En effet, bien que le parti ait réussi à inscrire sur sa liste un certain nombre de membres de clans et de grandes familles locales, une compréhension trop limitée des rapports de force inter et intra-claniques et familiaux l'a conduit à la défaite. Les chefs de clans et de familles qu'il avait courtisés, tout en étant publiquement présentés comme les têtes des *jubb* de ces regroupements, détenaient une influence au sein de leur clan ou famille plus limitée qu'il ne l'avait imaginé ; ils ne disposaient que d'une capacité de mobilisation relativement restreinte, et les leaders les plus charismatiques et les plus écoutés n'étaient pas nécessairement ceux que leur clan ou leur famille mettait sur le devant de la scène³⁰. En cela, les réseaux solides établis entre certains chefs de file claniques et familiaux puissants et les partis pro-syriens comme le Baas et le PSNS se sont révélés plus efficaces que ceux du Hezbollah.

28. On peut citer 'Abbâs al-Mûsawî, Muhammad Yazbek, Ibrâhîm Amîn al-Sayyid, 'Alî al-' Afî et Muhammad al-Muqdâd (Nasrallâh, 1994, p. 161).

29. À titre d'exemple, au sein même de la famille Yâghî, le *jubb* Sâlih est majoritairement inféodé à Amal quand le *jubb* Husayn est divisé entre partisans d'Amal et partisans du Hezbollah (Tâhâ, 2006, p. 36).

30. Entretien avec A.Y., Baalbek, 27 janvier 2007 ; entretien avec N.T., Beyrouth, 3 février 2007.

En outre, la liste de coalition a bénéficié en 1998 des appréhensions de certains clans et de certaines familles face aux répercussions d'une victoire du parti sur l'essor économique de Baalbek. Avec la fin de la guerre civile, un grand nombre de commerçants ont espéré un redémarrage de l'activité touristique de leur cité ; le site archéologique romain de la ville, étendu sur plusieurs kilomètres carrés, très bien conservé et mondialement réputé, représente une source de bénéfices substantiels que les événements tragiques du Liban n'avaient pas permis d'exploiter. Les opposants du Hezbollah ont alors mis en garde contre une victoire de celui-ci, soutenant qu'elle découragerait les millions de touristes qui visitent le Liban chaque année d'affluer vers Baalbek et qu'elle menacerait même éventuellement la tenue du Festival de musique organisé chaque été dans la citadelle. Ces craintes se sont développées plus particulièrement au sein des communautés sunnite et chrétienne de la ville, et les chefs des grandes familles sunnites ont alors donné des directives de vote défavorables au parti³¹.

Stratégie 2004 : repenser la distribution confessionnelle des sièges et disloquer le vote clanique et familial

En 1998, l'écart entre le premier vainqueur de la liste de coalition et le dernier de la liste du Hezbollah avait été de 956 voix pour 13 000 votants. Même si ce dernier n'avait remporté que cinq sièges sur les vingt et un en lice, le différentiel restait donc très faible entre ses candidats et ceux de la liste adverse (entre 8 à 400 voix)³². Ce constat autorise le parti à appréhender les élections de 2004 avec un certain optimisme, d'autant plus que le contexte lui est alors favorable : en 2000, la Résistance islamique a libéré le Sud-Liban d'une occupation israélienne qui a duré plus de vingt-deux ans, et en janvier 2004 le parti a organisé une opération d'échange de prisonniers avec l'État d'Israël, qui a bénéficié d'un fort retentissement médiatique et politique³³. Au printemps 2004, le Hezbollah peut donc raisonnablement espérer une retraduction de ces deux coups d'exploit en

31. *L'Orient-Le Jour*, 16 juin 1998.

32. *Ibid.*

33. À l'occasion de cet échange, le Hezbollah fit libérer par Israël 400 Palestiniens, 23 Libanais, 5 Syriens et 8 autres personnes de diverses nationalités, et récupéra les dépouilles de 59 combattants tombés durant l'occupation israélienne du Sud-Liban (Qâsim, 2005, p. 145).

dividendes électoraux, plus particulièrement auprès de la communauté chiite.

Misant ainsi sur une popularité *a priori* confortable, le parti refuse, comme en 1998, de former à Baalbek une liste de coalition avec Amal, malgré l'intervention des autorités syriennes³⁴. Les listes sont annoncées le jeudi soir qui précède le dimanche des élections³⁵. Amal établit une liste de coalition avec le PSNS, le Parti communiste et l'Association de bienfaisance islamique (les Ahbâch), sous le nom de *Lâ'ihat qarâr Ba'alabakk* (la Liste de la décision de Baalbek) ; elle compte onze chiites, huit sunnites et deux chrétiens. Le Hezbollah, auquel s'allie cette fois-ci le Baas, propose une liste intitulée *Lâ'ihat abnâ' Ba'alabakk* (la Liste des fils de Baalbek), composée de treize noms chiites, sept sunnites et un chrétien.

Bloquer le levier sunnite

Soucieux de neutraliser un vote sunnite qui lui a été sévèrement défavorable en 1998, le parti exploite en 2004 la souplesse du système électoral libanais en termes de répartition confessionnelle des sièges municipaux. En effet, si au Liban la répartition des sièges parlementaires doit constitutionnellement se faire de manière égale entre chrétiens et musulmans, il n'existe aucun texte législatif qui dicte le nombre de sièges ou la répartition communautaire à retenir lors de la formation des listes municipales. Cette distribution est en général déterminée par les us et coutumes locaux. À Baalbek, il était habituel, jusqu'alors, de former des listes composées de vingt et un candidats, dont la répartition entre communautés devait garantir aux sunnites de la ville le pouvoir de neutraliser la décision chiite grâce au soutien des chrétiens (dix chiites, huit sunnites et trois chrétiens, ou dix chiites, neuf sunnites et deux chrétiens)³⁶.

En 2004, le Hezbollah accepte de s'en tenir à des listes de vingt et un membres. Néanmoins, il rejette le principe de répartition habituel au profit d'une nouvelle formule : sept sunnites, treize chiites et un chrétien. De cette façon, il s'assure que, même alliés aux chrétiens, les sunnites ne pourront pas contrebalancer le poids chiite. Pour justifier cette entorse importante à une tradition bien assise, il n'hésite pas à faire l'impasse sur un de ses principes idéologiques premiers, à savoir son opposition à une

34. *L'Orient-Le Jour*, 5 mai 2004.

35. *L'Orient-Le Jour*, 8 mai 2004.

36. Entretien avec N.T., Beyrouth, 3 février 2007.

répartition communautaire des pouvoirs. Dans le cas des élections municipales à Baalbek, seul l'argument confessionnaliste peut en effet justifier une telle redistribution des sièges au profit des chiïtes. Or, celle-ci apparaît cohérente compte tenu de la répartition communautaire des électeurs, comme le constatait un observateur de la scène politique locale :

« Les listes électorales de 2004 font état de 25 000 votants à Baalbek, dont 15 000 chiïtes, 8 000 sunnites et 2 000 chrétiens³⁷. Si l'on compare cette répartition des votes par communauté à la distribution des sièges que propose le Hezbollah, on constate que le principe de la proportionnelle correspond bien³⁸. »

En effet, sept sièges sunnites sur vingt et un correspondent à 33 % des sièges, treize sièges chiïtes en représentent environ 62 % et un siège chrétien environ 7 %. Or, l'électorat de Baalbek est à 32 % sunnite, 60 % chiïte et 8 % chrétien.

Après avoir arrêté cette nouvelle distribution confessionnelle des sièges, le Hezbollah se lance dans un choix méticuleux de ses candidats sunnites. Initialement, des contacts avaient été établis entre les cheikhs Muhammad Yazbek et 'Adnân Farhât (représentant le parti), et deux cheikhs sunnites de la ville, Ayman-Bakr al-Rifâ'î et 'Âmir al-Ghuzz (représentant la partie sunnite). Ces derniers proposent une liste composée de neuf noms sunnites choisis par leur communauté, dix noms chiïtes – huit abandonnés à la discrétion du Hezbollah et deux (Bassâm Ra'd et Fawzî 'Abbâs) retenus par les notables sunnites – et deux noms chrétiens (Râched Sarkîs et As'ad Qar'a).

Cette formule ne convient pas au Hezbollah qui, en guise de réponse, fait connaître sa décision de recourir à une nouvelle répartition communautaire des sièges ; il offre cependant au cheikh Ayman-Bakr al-Rifâ'î la compensation de décider des sept noms sunnites de la liste, laissant entendre qu'il favorise ainsi les Rifâ'î au détriment des Sulh. Cela ne l'empêche pas d'établir au même moment des contacts avec ces derniers : en définitive, il insère un candidat de chacune des deux grandes familles sunnites sur sa liste, s'assurant de la sorte que la communauté sunnite ne votera pas dans son intégralité pour la liste adverse.

37. Plus précisément : 15 400 électeurs chiïtes, 8 300 sunnites et 1 800 chrétiens (*L'Orient-Le Jour*, 10 mai 2004).

38. Entretien avec N.T., Beyrouth, 3 février 2007. Cette logique du Hezbollah allait être confirmée par un des membres de la liste du parti : voir l'entretien avec A. Wehbé dans *L'Orient-Le Jour* du 10 mai 2004.

Exploiter les rivalités inter et intra-familiales

En 1998, la liste de coalition avait remporté la victoire grâce au soutien assuré par une des principales branches de la famille Yâghî (celle du président du conseil municipal³⁹, Ghâlib Yâghî) et ses alliés. Bien que le Hezbollah compte lui-même quelques cadres de cette famille (à commencer par l'ancien député et actuel responsable de la Bekaa, Muhammad Yâghî), les notables issus des autres *jubb* estiment que le parti « n'a réussi à recruter que dans les branches les moins influentes de la famille »⁴⁰. Or, il est admis à Baalbek que la famille Yâghî est traditionnellement proche des Ra'd, des Laqqîs, des Chabchûl, des 'Awâda (pour les chiïtes) et des Rifâ'î (pour les sunnites)⁴¹ : ces derniers auraient même apporté à la liste de coalition de 1998 les voix qui ont décidé du scrutin⁴².

Après s'être attiré les bonnes grâces des Rifâ'î, le Hezbollah enrôle, face aux candidats des familles Yâghî, Jammâl, 'Uthmân, Tufaylî, Ballûq, Laqqîs, Murtadâ et Ra'd, *a priori* retenus sur la liste adverse, des candidats des *mêmes* familles (cf. tableau ci-dessous). Le choix de ces postulants n'est par ailleurs pas laissé au hasard. Afin d'attirer à lui les chefs de file des principaux groupes au sein d'un même clan ou d'une même famille, le Hezbollah procède par « jet de jetons » :

« Conscient que les chefs de branches les plus influents ne sont pas nécessairement ceux qui sont sur le devant de la scène, le Hezbollah a “jeté des jetons” : il s'est adressé aux divers *jubb* d'un même clan ou d'une même famille en leur annonçant qu'il souhaitait intégrer à sa liste un membre de leur famille, leur laissant le soin de le désigner. Cette proposition a agi comme un hameçon ; le Hezbollah a observé les discussions internes entre les *jubb* pour réussir à déterminer deux choses : qui était le chef le plus fort et combien de personnes il était capable de mobiliser⁴³. »

Le choix du parti se porte alors sur les têtes de file ainsi identifiées. De cette manière, il propose à Bassâm Ra'd de rejoindre sa liste, après avoir constaté que les *jubb* paternel et maternel du jeune homme, tous deux *jubb* de la famille Ra'd, figurent parmi les plus respectés et les plus importants

39. Au Liban, c'est le « président de la municipalité » (*ra'is al-baladiyya*) et non le maire qui préside le conseil municipal.

40. Entretien avec L.Y., notable d'un des principaux *jubb* de la famille Yâghî, Baalbek, 15 janvier 2007.

41. Le fait est confirmé au cours d'un entretien avec A.Y., Baalbek, 27 janvier 2007.

42. Entretien avec A.Y., Baalbek, 27 janvier 2007.

43. Entretien avec N.T., Beyrouth, 3 février 2007.

(en nombre) de la famille et que le jeune homme jouit d'une grande sympathie auprès des membres de ces deux branches.

Toutefois, retenir au sein d'un *jubb* un candidat qui n'aurait pas l'aval des leaders de la famille ou des *jubb* les plus puissants comporte un risque, celui de voir les leaders situés au-dessus du chef retenu retirer leur soutien au parti :

« Afin que les chefs d'un même clan ou d'une même famille ne se retournent pas contre le parti si son choix ne correspondait pas au leur, et afin que les meneurs de la liste adverse ne puissent pas réagir et revoir leurs alliances dans le sens d'un contre-balancement des montages du parti, celui-ci a attendu le dernier moment pour annoncer la composition définitive de ses listes⁴⁴. »

Le choix du Hezbollah de ne dévoiler la liste officielle de ses candidats qu'au dernier moment va être utile d'une autre manière ; jusqu'à la dernière minute, le parti laisse plusieurs candidats espérer faire partie de sa liste :

« En 2004, le Hezbollah a commencé très tôt à faire croire à beaucoup de notables sunnites qu'il pourrait les inscrire sur sa liste aux élections, pour finalement ne pas les retenir ; le but de la manœuvre était d'empêcher ces notables sunnites de s'allier avec la liste adverse⁴⁵. »

Ayant réussi à attirer à lui des personnages influents des branches les plus importantes des principales familles et à en écarter d'autres de la liste adverse, le Hezbollah n'oublie pas non plus de museler la vieille aristocratie chiite de la ville, regroupée autour des Haydar, en pensant à inscrire sur sa liste un membre de cette famille.

Enfin, alors que les partis politiques présents à Baalbek s'étaient ligüés en 1998 contre la liste du Hezbollah, celui-ci réussit en 2004 à s'allier au Baas et aux Maqâsid⁴⁶, tandis que la liste adverse est soutenue par Amal, le PC, le PSNS et les Ahbâch⁴⁷.

44. *Ibid.*

45. Entretien avec A.Y., Beyrouth, 18 janvier 2007.

46. Sur les Maqâsid, voir les contributions de Hannes Baumann et de Victor Gervais dans cet ouvrage.

47. *Al-Mustaqbal*, 10 mai 2004.

Municipalité de 2004 ⁴⁸			Liste adverse aux élections de 2004 ⁴⁹		
1.	Jammâl (al-), Muhsin	chiite	Yâghî, Ghâlib	chiite	(sortant)
2.	Yâghî, Zayn al-‘Âbidîn	chiite	Jammâl (al-), Akram	chiite	(sortant)
3.	‘Uthmân, Muhammad	chiite	‘Uthmân, Husayn	chiite	(sortant)
4.	Tufaylî (al-), Qâsim	chiite	Tufaylî (al-), ‘Alî	chiite	(sortant)
5.	Ballûq, Fu’âd	chiite	Ballûq, Muhammad	chiite	
6.	Laqqîs (al-), Muhammad Hasan	chiite	Laqqîs (al-), Sa’îd	chiite	(sortant)
7.	Murtadâ, Akram	chiite	Murtadâ, Fadl	chiite	
8.	Ra’d, Bassâm	chiite	Ra’d, Habîb	chiite	
9.	Chabchûl, Quzhayya	chiite	‘Alâ’eddîn, Muhammad	chiite	
10.	Haydar, Hasan	chiite	‘Assâf, ‘Alî	chiite	
11.	‘Ûtah, Muhammad	chiite	Dîbs, ‘Abbâs	chiite	
12.	‘Abbâs, Fawzî	chiite	Chalhâ, Khâlid	sunnite	(sortant)
13.	‘Awâda, Yûsif Cha‘bân	chiite	Chimâlî, Khâlid	sunnite	(sortant)
14.	Rifâ‘î (al-), Khâlid	sunnite	Rifâ‘î (al-), Husayn	sunnite	(sortant)
15.	Sulh, ‘Umar	sunnite	Sulh, Mahmûd	sunnite	(sortant)
16.	Ramadân, Sâmî	sunnite	Hlayhil, Samîr	sunnite	(sortant)
17.	Kasar, Hasan	sunnite	Khîrfân, Ismâ‘îl	sunnite	(sortant)
18.	Wehbé, Ahmad	sunnite	Sâlih, Ayman	sunnite	
19.	Chall (al-), Mustafâ	sunnite	‘Awad, ‘Umar	sunnite	
20.	Zukra (al-), Muhammad	sunnite	Qar‘a, As‘ad	catholique	(sortant)
21.	Alûf, Antoine	catholique	Sarkîs, Râchid	catholique	(sortant)

Conclusion : la victoire complète du Hezbollah

Le 9 mai 2004, jour des élections municipales à Baalbek, la motivation et le degré d’engagement du Hezbollah font forte impression sur les observateurs de la scène locale. Le parti déploie une machine électorale estimée selon un candidat de la liste à 1 500 délégués⁵⁰ qui, taradés par le mauvais souvenir de la faible participation chiite aux élections précédentes, se chargent de mobiliser activement la base de l’organisation et ses sympathisants.

48. *L’Orient-Le Jour*, 8 mai 2004.

49. *Ibid.*

50. *L’Orient-Le Jour*, 10 mai 2004.

La stratégie électorale hybride retenue en 2004 par le parti, qui s'appuie à la fois sur les logiques partisanses, le suivisme clanique, la neutralisation du vote confessionnel et un encadrement engagé de la mobilisation électorale, se révèle d'une rare efficacité. Sur l'ensemble de la Bekaa, ses listes ont l'effet d'un raz-de-marée : des 30 municipalités de la région où il avait proposé une liste, il en remporte 28⁵¹. À Baalbek en particulier, la victoire est complète : au terme d'une journée sous forte pression et où les deux électorsats sunnite et chiite se mobilisent massivement⁵², les 21 candidats de la liste du Hezbollah remportent les 21 sièges de la municipalité.

Le soir de l'annonce des résultats, c'est avec un large sourire que le vice-secrétaire du Hezbollah, Na'îm Qâsim, précise : « Le premier vainqueur de la liste soutenue par le Hezbollah [à Baalbek] a obtenu 7 851 voix, le dernier 7 103 ; le premier perdant de la liste rivale a obtenu 5 312 voix : ce qui fait que l'écart entre le dernier vainqueur et le premier perdant est de 1 791 voix⁵³. » Visiblement, le parti n'est pas seulement satisfait d'avoir « récupéré » « sa » ville, il l'est tout autant d'y avoir aussi significativement devancé ses rivaux locaux.

Bibliographie

- FIGHÂLÎ Kamâl (ed.), 2002, *Lubnân fî mawsû'a* [Le Liban en encyclopédie], vol. VIII et IX, Beyrouth, International Publishers.
- NASRALLÂH Hasan 'Abbâs, 1994, *al-Harakât al-hizbiyya fî Ba'alabakk* [Les mouvements partisans à Baalbek], Beyrouth, Mu'assasat al-wafâ'.
- QÂSIM Na'îm, 2005, *Hizbullah: The Story from Within*, Londres, Saqi Books.
- TÂHÂ Ghassân Fawzî, 2006, *Chî'at Lubnân : al-'achîra, al-hizb, al-dawla. Ba'alabakk al-Hirmil namûdhajan* [Les chiites du Liban : le clan, le parti, l'État. Le cas de Baalbek el-Hermel], Beyrouth, Ma'had al-ma'ârif al-hikmiyya.

51. *L'Orient-Le Jour*, 11 mai 2004.

52. Alors que la participation aurait été « massive » chez les sunnites et les chiites, elle se serait réduite à 16 % chez les chrétiens (*L'Orient-Le Jour*, 10 mai 2004).

53. *Ibid.*